



Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques 2025

Principaux résultats

La 30^e réunion de la Conférence des Parties (COP30) s'est tenue à Belém, au Brésil, du 10 au 21 novembre 2025, mais les délibérations se sont prolongées jusqu'au 22 novembre. Surnommée la « COP de la mise en œuvre » par la présidence brésilienne, elle visait à déterminer comment les pays devraient apporter les changements nécessaires pour créer des économies et des sociétés plus durables, plutôt que de dicter les changements que les pays devraient opérer sans aucun plan pour y parvenir. Elle a également été qualifiée de COP autochtone et de COP de la vérité. Plus de 122 pays y ont présenté des contributions déterminées au niveau national nouvelles ou à jour. La COP30, à laquelle plus de 50 000 personnes s'étaient inscrites, marquait le dixième anniversaire de l'Accord de Paris.

Tout au long de la conférence, de profonds désaccords ont été exprimés sur les finances, le commerce et les méthodes d'atténuation des changements climatiques, ce qui a retardé l'accord définitif jusqu'aux dernières minutes de la conférence. De nombreux pays ont été déçus par l'absence d'une voie de transition vers l'abandon des combustibles fossiles ou d'un résultat concret sur le financement de la lutte contre les changements climatiques dans les pays en développement. Bien que la décision définitive n'ait pas le mordant souhaité par certains, la COP30 a eu de nombreux résultats positifs et présenté des signes forts indiquant que les pays souhaitent progresser dans les mois à venir.



Les sénatrices Coyle et Galvez et le député Bonin s'expriment dans un groupe de discussion sur l'Assemblée canadienne de la jeunesse sur le climat

Source de la photo : Sénatrice Coyle

Résultat de la COP30 : Le Pacte de Belém

Le dernier jour des délibérations, 195 pays se sont entendus sur une série de 29 décisions qui soulignent la volonté mondiale de s'unir et d'agir pour s'attaquer à la menace urgente que représentent les changements climatiques. Le Pacte de Belém comprend des accords sur la transition équitable, le financement de l'adaptation, le commerce, le genre, la technologie, l'action accélérée et un régime climatique plus en phase avec la vie des gens. Ce pacte s'articule autour d'un appel à l'humanité pour qu'elle s'unisse dans un *mutirão* (ensemble d'efforts collectifs) mondial contre les changements climatiques dans le but de soutenir une transition afin de passer d'un statu quo axé sur des négociations complexes à des changements réels dans les économies et les sociétés à l'échelle mondiale. Source : [Actualités sur la COP30 \(non disponible en français\)](#)



Principaux résultats (suite)

Résultat de la COP30 : Contenu du Pacte de Belém

Accélérateur mondial pour le climat

La présidence de la COP30 a lancé l'Accélérateur mondial pour le climat, qui donne la priorité aux mesures les plus susceptibles d'accélérer la lutte contre les changements climatiques par la réduction des émissions de méthane et la décarbonisation grâce à des solutions fondées sur la nature. Parallèlement, l'accélérateur se concentre sur les énergies renouvelables, les batteries, la réduction du coût du capital, la numérisation et la réforme des banques multilatérales afin de tirer parti des transformations favorables et exponentielles.

Tripler le financement en matière d'adaptation

Le pacte de Belém comprenait un engagement à tripler le financement en matière d'adaptation aux changements climatiques d'ici 2035 et incitait plus particulièrement les pays développés à augmenter fortement leurs contributions au financement de la lutte contre les changements climatiques pour les pays en développement.

Plan d'action sur le genre et le climat

La COP30 a mené à l'adoption d'un plan d'action sur le genre et le climat, qui propose un mécanisme pour faire progresser les droits de la personne et l'égalité des genres dans l'élaboration et la promotion de politiques climatiques et leur mise en œuvre.



Image du groupe de discussion autochtone du Canada auquel participaient la ministre Dabrusin et le député Guilbeault.

Source : Sénatrice Coyle



Manifestants autochtones pacifiques devant la COP30.

Source : Sénatrice Coyle



Principaux résultats (suite)

Résultat de la COP30 : Contenu du Pacte de Belém

Programme de mise en œuvre des technologies

Le Programme de mise en œuvre des technologies a été lancé dans le but d'améliorer la mise en œuvre de la technologie dans les pays en développement.

Mécanisme de Belém pour une transition mondiale équitable

Un accord a été conclu pour établir un mécanisme de transition équitable dans le but d'assurer une coopération internationale afin de garantir que la transition vers des économies durables est équitable et inclusive grâce à l'amélioration de l'assistance technique, le renforcement des capacités et l'échange de connaissances.

Objectif mondial sur les indicateurs d'adaptation

Au cours de la COP30, il a été question de 59 indicateurs sur l'évaluation des progrès de l'adaptation mondiale, notamment la mise en œuvre des engagements en matière de financement, de technologie et de renforcement des capacités. Les discussions ont donné lieu à des changements et à des objections qui rendent les indicateurs difficiles à utiliser. D'autres révisions sont prévues jusqu'en 2027.



À l'intérieur de la COP30.

Source : Sénatrice Coyle



Manifestation devant le site de la COP30.

Source : Sénatrice Coyle



Principaux résultats (suite) et activités

Élargissement des objectifs d'investissement dans les réseaux d'énergie propre

L'Utilities of Net Zero Alliance a annoncé qu'elle faisait passer son objectif d'investissement annuel de 117 milliards à 148 milliards de dollars américains afin de rassembler les dirigeants mondiaux des compagnies d'électricité et des sociétés de services d'électricité en vue de promouvoir des solutions plus propres en matière de production d'énergie.

Lancement de l'initiative mondiale pour l'emploi et les compétences pour la nouvelle économie

L'initiative mondiale pour l'emploi et les compétences pour la nouvelle économie collabore avec les gouvernements, les entreprises et la société civile afin de se concentrer sur les gens dans les transitions climatiques et économiques et de montrer comment les pays et les secteurs d'activités peuvent intégrer les emplois et les formations.

L'initiative mondiale vise à obtenir le soutien des acteurs institutionnels et politiques et à faire mieux connaître et comprendre la nécessité d'adopter une approche centrée sur les personnes dans le cadre de la transition équitable.

Alliance pour la mise en œuvre des plans nationaux d'adaptation.

L'Alliance pour la mise en œuvre des plans nationaux d'adaptation a été lancée lors de la COP30 afin d'accélérer la mise en œuvre des plans d'adaptation aux changements climatiques à grande échelle.

Cette alliance d'acteurs publics et privés a pour but de stimuler le dialogue entre les groupes qui travaillent à la mise en œuvre des plans d'adaptation nationaux et d'aider à répartir les ressources entre divers projets d'adaptation à l'échelle mondiale.

Assemblée canadienne de la jeunesse sur le climat : la démocratie délibérative en action

La sénatrice Coyle a animé une table ronde au Pavillon du Canada sur l'Assemblée canadienne de la jeunesse sur le climat. Les sénatrices Coyle et Galvez et le député Patrick Bonin ont présenté le travail effectué par l'Assemblée ainsi que son rapport définitif qui répond à la question suivante : « Comment le Canada peut-il respecter ses engagements en matière de climat d'une manière qui reflète les valeurs et les priorités de la jeune génération? ». Ils ont également parlé de la façon dont les parlementaires donneront suite aux recommandations de l'Assemblée canadienne de la jeunesse sur le climat et expliqué en quoi les activités démocratiques, comme les assemblées de citoyens, sont essentielles à la participation des citoyens à la lutte contre les changements climatiques.



La sénatrice Coyle en compagnie de Mounia Mostefaoui, climatologue et envoyée spéciale d'AcclimaTerra à la COP30. *Source de la photo : Sénatrice Coyle*



Union interparlementaire et Sommet des peuples

L'Union interparlementaire à la COP30

Plus de 200 députés et experts du monde entier se sont réunis pour exprimer leurs inquiétudes suscitées par la hausse des températures mondiales et le fait qu'elles dépassent déjà les seuils prévus dans l'Accord de Paris de 2015. Les parlementaires ont adopté un document qui souligne la nécessité d'accroître la participation et la supervision des parlementaires pour atteindre les objectifs mondiaux de Paris et qui indique que les lois adoptées par les parlements sont essentielles pour transformer les engagements climatiques en action climatique. Le document réaffirme également les engagements pris pour encourager un financement accru de la lutte contre les changements climatiques et pour aider les pays en développement à s'adapter aux effets des changements climatiques.

Guide *Le méthane, un enjeu important*

La réunion de l'Union interparlementaire (UIP) à la COP30 a mis l'accent sur les mesures prises par les parlements pour lutter contre les émissions de méthane. Les parlements ont été encouragés à adopter des cadres et des lois qui réduisent les émissions d'au moins 30 % par rapport aux niveaux de 2020 d'ici 2030. Pour y parvenir, l'UIP a publié un nouveau guide, intitulé *Le méthane, un enjeu important : les trois étapes de l'action parlementaire*, qui présente des mesures précises que les parlements devraient prendre pour réduire les émissions plus rapidement.

Guide mondial des parlementaires sur les changements climatiques

L'UIP a publié un nouveau document, [Le guide mondial des parlementaires sur les changements climatiques et les solutions climatiques](#) (en anglais seulement), qui rassemble les données scientifiques les plus récentes sur les changements climatiques ainsi que des avis d'experts sur l'élaboration des politiques.



Foule qui participe au Sommet des peuples.

Source de la photo : Sénatrice Coyle

Le Sommet des peuples

Le Sommet des peuples s'est tenu à Belém, au Brésil, du 12 au 16 novembre, en même temps que la COP30.

Plus de 70 000 personnes du monde entier aux points de vue variés ont participé au Sommet dans le but d'organiser l'action concernant divers enjeux liés à la lutte contre les changements climatiques, entre autres la lutte contre l'oppression et le soutien d'une démocratie florissante, la souveraineté alimentaire, la lutte contre le racisme et le sexisme environnementaux, la dénonciation des fausses solutions climatiques des entreprises et le maintien d'une transition équitable.

Source : [Actualités sur la COP30 \(non disponible en français\)](#)



Questions clés et perspectives

Feuille de route sur les combustibles fossiles

Comme pour presque toutes les COP précédentes, les décisions concernant les combustibles fossiles ont été le point d'achoppement qui a retardé d'un jour la conclusion d'accords à Belém. Le président Lula da Silva avait promis une feuille de route sur l'élimination progressive des combustibles fossiles à l'issue de la COP30. Cette feuille de route a provoqué un profond clivage entre deux groupes de nations pendant de la COP30. Près de 90 pays, dont les pays de l'UE, l'Australie, la Corée du Sud, une grande partie de l'Amérique latine, les petits États insulaires et les pays en développement, ont fait pression pour que la feuille de route soit incluse dans l'accord final sur le Pacte de Belém. Toutefois, cette inclusion a été bloquée par la Chine, l'Inde, la Russie, l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis, malgré l'accord conclu lors de la COP28 à Dubaï qui appelait les pays à abandonner d'une manière équitable et ordonnée les combustibles fossiles dans leurs systèmes énergétiques.

Le Canada n'était pas signataire de la lettre signée par les partisans de la feuille de route sur les combustibles fossiles. Environnement et Changement climatique Canada a fait la déclaration suivante à la CBC : « Le Canada reste pleinement déterminé à faire progresser l'action climatique mondiale et à soutenir la transition vers l'abandon des combustibles fossiles selon des modalités qui respectent les priorités et les circonstances nationales [TRADUCTION]. » La déclaration précise que les représentants du Canada se concentrent sur des résultats pratiques qui cadrent avec la direction prise au pays.

Alors que le Brésil s'était engagé à élaborer une feuille de route sur les combustibles fossiles avec les nations qui le soutiennent afin de la présenter à la COP31, cette année encore, nous voyons dérailler les décisions concrètes sur la lutte contre les émissions de combustibles fossiles, décisions qui sont essentielles pour atteindre les objectifs climatiques.

COP31 : Türkiye et Australie

La direction de la COP31 prendra une forme novatrice l'année prochaine : la Türkiye sera le pays hôte, tandis que l'Australie assurera la « présidence des négociations ». Il s'agit d'un compromis pour sortir de l'impasse sur la question de savoir qui serait le prochain hôte de la COP. Les dirigeants de la COP31 ont convenu de mettre l'accent sur la promotion de la solidarité entre les pays en développement et les pays développés ainsi que sur la menace climatique qui pèse sur les pays insulaires du Pacifique.



La sénatrice Galvez avec des membres du Comité économique et social européen.

Source : Sénatrice Galvez



Pleins feux sur le Canada

Le Canada à la COP30

Dirigée par la ministre Julie Dabrusin, la délégation canadienne à la COP était composée de Jeanne-Marie Huddleston, négociatrice en chef sur le climat, de Steven Guilbeault, ancien ministre responsable de la Nature et de Parcs Canada, de dirigeants de la société civile, de représentants autochtones, de jeunes, d'entreprises et de représentants des gouvernements provinciaux et territoriaux. D'autres parlementaires faisaient partie de la délégation canadienne, dont le député Patrick Bonin, porte-parole du Bloc québécois en matière d'environnement et de changement climatique, et la sénatrice Mary Coyle. La société civile a critiqué la présence de lobbyistes du secteur pétrolier et gazier au sein de la délégation canadienne.

Environnement et Changement climatique Canada – Déclaration de l'après-COP30

Le 24 novembre, la ministre de l'Environnement et du Changement climatique a présenté les travaux du Canada au cours de la COP30. Elle a souligné la nécessité de renforcer le multilatéralisme, de favoriser le dialogue, d'établir un consensus et de promouvoir une action climatique inclusive fondée sur des données probantes. Dans sa déclaration, la ministre Dabrusin a annoncé :

- une hausse de 4,3 millions de dollars à l'investissement initial de 13 millions de dollars pour soutenir le développement durable dans l'Amazonie légale brésilienne;
- la signature d'un protocole d'entente bilatéral avec le Brésil sur l'assistance mutuelle et la gestion intégrée des incendies.



Julie Dabrusin, ministre de l'Environnement et du Changement climatique, et Jeanne-Marie Huddleston, négociatrice en chef du Canada pour les questions climatiques, en train de faire une présentation au Pavillon du Canada.

Source de la photo : Sénatrice Coyle

Investissements internationaux pour le financement de la lutte contre les changements climatiques

Le Canada a annoncé un investissement total de 392 millions de dollars dans cinq projets pour soutenir l'action climatique dans les pays en développement.

Systèmes d'alerte précoce aux risques climatiques (CREWS)

Lors de la COP30, le Canada a manifesté son soutien à l'initiative CREWS en organisant une activité pour lancer cette [stratégie novatrice](#).

Coalition pour la croissance des marchés du carbone

Le Canada s'est joint à la [coalition pour la croissance des marchés du carbone](#) (en anglais, qui vise, en partenariat avec des pays comme le Royaume-Uni, la France et Singapour, à renforcer la demande de crédits carbone à haute intégrité et à accroître les investissements privés dans l'atténuation des émissions de gaz à effet de serre.



Pleins feux sur le Canada (suite)



La sénatrice Coyle aux côtés de jeunes délégués à la COP30.

Source de la photo : Sénatrice Coyle

Fossile du jour

Le 18 novembre, le Réseau action climat a décerné au Canada le prix du Fossile du jour. Le Réseau action climat est le plus grand réseau mondial sur le climat et est composé de plus de 1 900 organisations de la société civile dans plus de 130 pays qui luttent ensemble contre la crise climatique. Ce prix est décerné par le Réseau action climat chaque jour de la COP aux pays qui « font le plus pour réaliser le moins ». Le Canada n'avait pas figuré sur la liste des fossiles du jour depuis 2014.

Dans le communiqué de presse du Réseau action climat sur le Canada, l'organisation a déclaré : « Le Canada reçoit ce prix parce que le nouveau gouvernement du premier ministre Mark Carney a réduit à néant des années de mesures et de politiques climatiques en plus de briller par son absence à une COP où le multilatéralisme est en péril. En plus des reculs accumulés sur les politiques climatiques canadiennes, la ministre de l'Environnement, Julie Dabrusin, a choisi l'inaction et le silence alors qu'il fallait de toute urgence faire preuve de leadership. » La Nouvelle-Zélande, l'Indonésie, le Japon et les États-Unis sont les autres pays qui ont reçu le prix du Fossile du jour pendant la COP30.

Égalité des genres et action pour le climat

Le Canada a réaffirmé son engagement commun en faveur des droits de la personne et des politiques climatiques tenant compte de la dimension de genre en signant la nouvelle [déclaration mondiale sur l'égalité entre les sexes et l'action climatique](#) (en anglais).

Initiative mondiale pour l'intégrité de l'information sur les changements climatiques

Pendant la COP30, le Canada a manifesté sa volonté de lutter contre la désinformation climatique en appuyant l'[Initiative mondiale pour l'intégrité de l'information sur le changement climatique](#) (en anglais), un partenariat visant à coordonner la recherche internationale sur la désinformation climatique.

Initiatives et partenariats stratégiques

Tout au long de la COP30, le Canada a signé de nombreuses nouvelles initiatives liées au climat et à la nature, notamment la déclaration de 2025 des membres du Climate Club, la déclaration de Belém sur la lutte contre le racisme environnemental, la déclaration de Belém sur les engrais et l'appel à l'action sur la gestion intégrée des incendies et la résilience aux feux de forêt.



Séance de haut niveau de l'Initiative mondiale pour l'intégrité de l'information sur les changements climatiques. Source de la photo : Sénatrice Coyle



Réactions des parties prenantes

Déclaration du Secrétaire général sur la COP30

Le secrétaire général Guterres a déclaré que l'accord montre que le multilatéralisme est bien vivant. « La COP30 a permis de réaliser des progrès, notamment en appelant à tripler le financement de l'adaptation et à mettre en place un mécanisme de transition équitable. » Il a toutefois précisé que la COP30 n'avait pas apporté tout ce qui était nécessaire : « L'écart entre notre situation actuelle et ce que la science nous dicte de faire a atteint un point critique [TRADUCTION] ».

Global Renewables Alliance

« La COP30 a raté l'occasion de convenir d'une feuille de route officielle pour gérer la transition inévitable vers l'abandon des combustibles fossiles. Il s'agit de l'éléphant dans la pièce (en feu). Quatre-vingt-cinq pays ont clairement indiqué qu'ils voulaient une feuille de route; ce signal ne doit pas être sous-estimé [TRADUCTION]. »

Potsdam Institute for Climate Impact Research (PIK)

« Dix ans après Paris, la COP30 a été déclarée COP de la "vérité et de la mise en œuvre". D'un point de vue scientifique, le terme était bien choisi. Cependant, les dirigeants réunis à Belém n'ont pas été à la hauteur de cette promesse [TRADUCTION]. »

Center for Energy, Ecology, and Development (CEED)

« Il a fallu attendre des décennies pour que la nécessité d'abandonner les combustibles fossiles soit mentionnée à la COP28. Il est très injuste que, deux ans plus tard, les pollueurs traditionnels continuent d'entraver les progrès visant à mettre fin à l'ère des combustibles fossiles en refusant de s'engager à s'acquitter de leur dette climatique à l'égard des pays du Sud sur tous les fronts [TRADUCTION]. »

Environmental Defence Canada

« La décision définitive des pays ici à la COP réaffirme que les priorités, et les objectifs, de l'action climatique sont les droits de la personne, les droits des peuples autochtones et les droits du travail [...] Cependant, des occasions de progrès n'ont pas été saisies. En particulier, le président de la COP poursuivra l'élaboration d'une nouvelle feuille de route visant à abandonner les combustibles fossiles[TRADUCTION]. »

Réseau action climat Canada

« Le Réseau action climat Canada salue la décision prise lors de la COP30 de mettre en place un mécanisme de transition juste, un modèle qui permettra aux négociations internationales sur le climat de mettre l'accent sur la justice et l'ambition, des éléments qui font cruellement défaut dans les autres décisions adoptées [...] à Belém. »